TABLE DES MATIÈRES

Préface 7
Sommaire 13
Liste des abréviations 15
Introduction générale 17

PREMIÈRE PARTIE
L'UNITÉ D'UNE NOTION PROTÉIFORME

Chapitre I - L'absence d'un fondement figé du pardon 39
Section 1 - L'emprunt au pardon extra juridique originel 40
I. L'imprégnation d'une morale religieuse 41
A. La concession d'un pardon illimité 41
1. La caractérisation du péché 42
a. Une nature dépendante d'un état d'esprit 42
b. Une tentative de textualisation du péché 45
2. La rémission des péchés 48
a. Le mécanisme controversé de la rédemption 48
b. L'objectif de conversion comme justificatif de la miséricorde 51
B. La contribution de l'homme au pardon de Dieu 53
1. Les préalables à l'absolution 54
a. La conscience révélée dans la repentance 54
b. L'effort illustré par la pénitence 57
2. Une indulgence continuée 59
a. La reconnaissance de soi dans l'autre 60
b. La renonciation à la violence du Talion 62
II. L'enrichissement d'une morale sociale 64
A. La lumière du pardon sur l'objet du désordre 65
1. Le pardon discutable de la faute 65
a. La temporalité du mal 66
b. La permanence de la faute 68
2. Le pardon envisageable de l'individu 70
a. Le devoir de reconnaissance de la faute 71
b. La distance de l'homme sur son acte 73
B. L'impact de l'indulgence sur le maintien de l'ordre 75
1. L'obstacle à l'instinct de vengeance 75
a. Le dépassement d'une vengeance privée 76
b. Le mirage d'une vengeance ritualisée 78
2. La consolidation d'une solidarité collective 80
a. La juste mesure du pardon 80
b. L'enseignement du pardon 83
Section 2 - L'émergence d'un pardon juridique original 85

I. La potentialité d'une consécration textuelle 86
A. Le postulat d'un pardon immédiat 86
1. Le privilège d'une délinquance ciblée 87
a. La limitation de la clémence à une faute isolée 87
b. L'étirement de la clémence à la faute réitérée 91
2. La fragilité d'une institution équivoque 92
a. Des réticences naissantes 92
b. Des confusions croissantes 94
B. L'organisation d'un pardon différé 96
1. Une confiance variable en l'individu condamné 97
a. L'exclusion fragile de la dangerosité 98
b. La réalisation impérative d'un effort particulier 99
2. La sévérité relative à l'encontre de l'individu défaillant 102
a. La menace constante d'un emprisonnement ferme 102
b. Le primat d'un reclassement en milieu libre 104
II. La réalité d'une prérogative judiciaire 106
A. Les pouvoirs de clémence des organes répressifs 107
1. La liberté des choix de pardonner 107
a. Une responsabilité insuffisante 108
b. Une peine personnalisée 110
2. L'enjeu de la transparence du pardon 114
a. L'incitation discutable à la clémence 114
b. La lutte difficile contre l'arbitraire 118
B. Les dérives envisageables d'un pardon arbitraire 120
1. Le pardon à tort de l'innocent 121
a. Le risque d'erreur judiciaire 121
b. La contestation de l'erreur 123
2. Le pardon à raison de la justice 127
a. La réparation publique du préjudice subi 127
b. La réclamation publique d'une responsabilité personnelle 129
Conclusion du Chapitre I 134

Chapitre II - L'existence d'un domaine diversifié du pardon 135
Section 1 - L'effort de singularisation 136
I. L'absence du monopole de l'indulgence 136
A. L'excuse comme composante du pardon 137
1. L'appréhension générale de l'excuse 138
a. Une infraction caractérisée 138
b. Une sanction aménagée 141
2. Le particularisme de l'excuse de minorité 144
a. L'atténuation automatique de la responsabilité 144
b. L'élargissement de la clémence 147
B. Le pardon comme composante de l'oubli 149
1. Les réticences à l'égard d'un oubli volontaire 149
a. La contrariété de l'amnésie au pardon 150
b. La reconnaissance des faits 152
2. La compréhension d'un oubli complexifié 154
a. L'utilité de la mémoire pénale 154
b. La nécessité de l'oubli 156
II. L'appréhension difficile au regard de l'impardonnable 159

A. L'intolérance à l'égard des atteintes portées à l'humanité 159
1. Une réponse pénale particulière 160
a. La répression des atteintes directes 160
b. L'enjeu de l'incrimination des atteintes indirectes.....163
2. L'imprescriptibilité des atteintes à cette humanité 166
a. Les fondements du principe.....166
b. L'application du principe dans le temps.....168
B. L'incertitude quant aux frontières de l'imprescriptible..... 171
1. Les limites constatées de l'imprescriptibilité 171
a. Les limites théoriques à l'impardonnable.....171
b. Les incertitudes pratiques 173
2. L'extension souhaitée du domaine de l'impardonnable 175
a. La violation grave des droits de l'homme 176
b. La résolution d'un conflit de compétences.....178
Section 2 - La délimitation temporelle 181
I. L'éventualité d'un pardon anticipé 182
A. Une action en justice refusée..... 182
1. L'impossibilité de poursuivre..... 183
a. La protection d'un intérêt supérieur 183
b. L'autorisation de commettre une infraction 186
2. L'arrêt des poursuites 190
a. L'extinction de l'action publique 191
b. Les effets pervers d'une clémence imposée 194
B. Une action en justice discutée 196
1. L'imputabilité comme condition du pardon 197
a. L'absence de discernement du malade mental 197
b. L'absence de capacité du mineur délinquant.....200
2. L'affaiblissement de la condition d'imputabilité..... 203
a. Une culpabilité affirmée du malade mental.....204
b. Une responsabilisation souhaitée du jeune enfant.....207
II. La valeur du pardon *a posteriori*..... 210
A. Le mythe de la sanction préalable 211
1. Une sanction abandonnée 211
a. Les obstacles ordinaires à l'effectivité de la sanction 211
b. La clémence individualisée du chef de l'État.....214
2. L'appréciation restrictive de la justification..... 217
a. L'action forcée.....217
b. L'infraction légitimée.....221
B. Le mérite de la sanction exécutée..... 224
1. L'initiative du pardon 225
a. Les limites d'une réhabilitation de plein droit.....225
b. La demande d'une réhabilitation judiciaire 227
2. La portée générale du pardon 229
a. L'effacement de la condamnation concomitante à l'extinction de la peine 229
b. La perfection relative d'une clémence antérieure.....231
Conclusion du Chapitre II.....233
Conclusion de la Première Partie.....233

SECONDE PARTIE
L'EFFICACITÉ D'UNE UTILISATION DUALE

Chapitre I - Pour une limitation du pardon impunité 239
Section 1 - La crainte d'une décrédibilisation de la justice pénale 240
I. La nécessaire suppression du pardon collectif 241
A. La critique d'une systématisation des mesures de clémence..... 241
1. La critique d'un pardon collectif 241
a. Le doute sur l'application d'une mesure exceptionnelle 242
b. La croyance erronée en un droit né de l'usage 244
2. La contestation de l'ampleur d'un pardon politique..... 245
a. La rupture du principe d'égalité 245
b. Le contrôle limité d'une telle atteinte.....247
B. La critique de l'abandon d'une dissuasion 249
1. Une pratique peu louable de gestion pénitentiaire..... 249
a. Une prise de conscience limitée de l'auteur 250
b. Une provocation certaine à l'incivisme 251
2. La nécessité d'exclure une telle pratique..... 253
a. L'incohérence des exclusions successives 253
b. L'illusion d'une suppression définitive 255
II. L'obstacle au pardon ordinaire du récidiviste 257
A. La reconnaissance d'un individu dangereux 258
1. La stigmatisation facilitée au moment de la condamnation 259
a. L'élargissement de la notion d'acte répété 260
b. L'indifférence du lieu de la première infraction.....262
2. La sévérité réaffirmée au moment de l'exécution de la peine..... 265
a. Des mesures contraignantes renforcées.....265
b. Des réductions de peines limitées.....268
B. La persistance de la dangerosité au terme de la peine..... 271
1. Une privation de liberté potentiellement renouvelée..... 272
a. L'application nuancée du principe de subsidiarité 272
b. L'appréciation de la gravité de l'acte 274
2. Un retour à la liberté difficilement concevable 276
a. Des frontières temporelles imprécises.....277
b. Des voies de recours limitées 280
Section 2 - L'organisation d'une marginalisation juridique.....282
I. L'exigence d'une efficacité de la répression..... 283
A. L'effort d'une incrimination en amont..... 283
1. La pénalisation croissante du risque..... 284
a. L'absence d'indulgence à l'égard des comportements fautifs.....284
b. L'incrimination autonome de la mise en danger d'autrui.....286
2. La sévérité accrue à l'égard de la tentative..... 288
a. Une matérialité suffisante.....289
b. Une volonté persistante 291
B. Le déploiement d'un arsenal adapté 293
1. La précision des comportements prohibés..... 294
a. La diversification des incriminations 294
b. La protection particulière de l'enfant 297
2. La quête de la vérité matérielle..... 299

a. Le déploiement des moyens humains 300
b. La maîtrise des moyens de prouver 304
II. La recherche d'une effectivité de la sanction 306
A. L'opposition à une peine prononcée aléatoire 307
1. La malléabilité des mesures de clémence 307
a. Le sacrifice légitime de la prescription.....308
b. La crainte d'un combat illégal contre la prescription 311
2. L'apprentissage par le mineur de la responsabilité par la peine 314
a. La réduction du principe d'atténuation légale 314
b. L'enjeu des sanctions éducatives.....316
B. L'institution d'une pénibilité minimum obligatoire 318
1. L'intégration du mécanisme des peines plancher 319
a. Une application aux délinquants d'habitude conforme à l'impératif d'individualisation 319
b. Une généralisation aux primo délinquants 322
2. Les palliatifs au recul de la peine 324
a. Le recours formé contre une décision anormalement indulgente.....324
b. La volonté du juge de prononcer une peine anormalement lourde....327
Conclusion du Chapitre I 329

Chapitre II - Pour un encadrement du pardon resocialisation..... 331
Section 1 - L'objectif d'améliorer les consciences humaines 332
I. Les bienfaits du pardon délation 333
A. L'optimisation du démantèlement des formes les plus graves de criminalité..... 334
1. Les prémisses du droit de la collaboration 334
a. Le choix d'une conception restrictive 335
b. Le refus d'une clémence administrative 337
2. La consécration d'un véritable statut..... 338
a. L'influence relative du droit international.....339
b. La spécificité du repenti en droit interne 341
B. L'affirmation d'un engagement personnel déterminant 343
1. Le devoir de sincérité du délateur..... 344
a. La nécessité de consacrer des obligations à la charge du repenti 344
b. La volonté de contrôler les déclarations du repenti 346
2. Le besoin de protection du délateur..... 348
a. Les garanties procédurales offertes aux repentis 348
b. Les moyens du respect de l'intégrité physique des repentis.....350
II. L'instauration du pardon récompense 352
A. La sacralisation de la vérité avant l'exécution de la peine 353
1. Le double intérêt d'une reconnaissance préalable des faits..... 354
a. Une réponse pénale optimisée 354
b. Une responsabilisation du délinquant favorisée 358
2. La volonté contrôlée de renoncer à son innocence..... 360
a. Le recueil d'un aveu éclairé.....361
b. Le refus d'un aveu détourné 364
B. La valorisation de la bonne conduite dans l'exécution de la peine 366
1. Le droit à la construction d'un projet de pardon personnalisé 367
a. La capacité au pardon du condamné.....367
b. L'intérêt au pardon de la victime.....370

2. L'adhésion essentielle du condamné à son projet de pardon 372
a. Le consentement à une peine aménagée 372
b. La contrainte inhérente à tout aménagement 374
Section 2 - La volonté de sauvegarder l'humanité de la justice 377
I. La finalité d'une réconciliation de l'individu avec la société 378
A. La mobilisation de l'individu délinquant 378
1. L'obligation de réparer le préjudice 378
a. La reconnaissance préalable de la victime pénale 379
b. La portée éducative de la sanction réparation 382
2. Le devoir de se confronter à la victime 384
a. Une résolution non judiciaire du conflit 384
b. Une responsabilisation finalisée du délinquant 386
B. La participation de la société 388
1. La protection de l'individu 389
a. Le droit à la vie du détenu 389
b. La protection de la dignité du détenu 391
2. La préparation de la socialisation de l'individu 395
a. L'optimisation du pardon par l'éducation 395
b. L'effectivité du pardon par l'accès au travail 398
II. Les manifestations du devoir de confiance à l'égard de l'individu 400
A. La relativité spécifique du pardon 400
1. La consécration encadrée d'un droit à l'oubli 401
a. L'utilité contestable d'un pardon *post mortem* 401
b. La limitation nécessaire de la levée des interdictions 403
2. L'opposition à la vie privée de la liberté de la presse 405
a. Le secret affirmé du passé judiciaire 405
b. Le recul relatif de la protection du secret 407
B. La relativité générale du pardon 409
1. L'impossible élimination définitive du condamné. 410
a. L'interdiction de la peine capitale 411
b. La fiction de la perpétuité 413
2. La nécessaire reconnaissance du principe de la liberté 415
a. La mise en danger du pardon par le risque 416
b. Le temps du pardon œuvre de la liberté 418
Conclusion du Chapitre II 419
Conclusion de la Seconde Partie 420
Conclusion générale 423
Bibliographie 427
Index alphabétique 485
Table des matières 491